

Texte n°08

Après les événements de mai 1945, Ferhat Abbas limite sa politique et prêche la réconciliation et la conciliation. L'Administration en Algérie, ou du moins quelques hommes clairvoyants, pensent alors à un dialogue possible avec les intellectuels modérés. Grâce à un militant du PPA, infiltré, les responsables du parti nationaliste sont rapidement mis au courant de ce qui se trame dans les bureaux du gouvernement général. Ils découvrent que l'Administration prépare dans le secret une vaste opération destinée à scinder les Amis du Manifeste en deux et à semer la confusion dans les esprits. Le PPA tente alors de déjouer les manœuvres de l'Administration et de prévenir Ferhat Abbas de la supercherie. Mais celui-ci ne change pas d'optique. De son avis, l'union avec le PPA est impossible. En avril 1946, il fonde l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA). Il veut rassembler ses militants - souvent issus de l'élite algérienne - dans un cadre structuré en vue d'un programme précis, celui du Manifeste, tout en évitant un quelconque noyautage de la part du PPA.

L'UDMA se donne pour mission d'œuvrer pour la fin du colonialisme tel qu'il se pratique en Algérie et la constitution d'un Etat libre, rattaché à la France. De son point de vue, et contrairement à ce que pensent les messalistes, la scission totale avec la France est inopportune. Compte tenu de l'accession récente du peuple algérien à la démocratie, aux sciences et à l'industrie, ce dernier doit, selon le notable, s'associer à une grande nation libre et se frotter à une démocratie ancienne. La solution qu'il propose est donc une association franco-algérienne sur le modèle de l'empire britannique. Aux élections du 2 juin 1946 pour la deuxième assemblée constituante, Ferhat Abbas remporte un succès éclatant : 72 % des voix et 11 sièges sur 13 (la SFIO obtient les deux autres sièges tandis que le PPA, toujours interdit, s'abstient). En métropole, l'UDMA a pour chef de file Ali Boumendjel, avocat algérien et membre de l'Assemblée de l'Union française. Elle se manifeste par la distribution de tracts et de feuillets expliquant ses positions. Elle organise des réunions contradictoires pour défendre son programme auprès des immigrés. Mais son action reste entièrement tournée vers le gouvernement qu'elle appelle à prendre urgemment les bonnes décisions pour « préparer un avenir meilleur et de solides compréhensions entre les deux peuples ». Parmi les immigrés, beaucoup considèrent Ferhat Abbas comme un intellectuel imbus de lui-même, ambitieux et peut-être même prêt à certaines compromissions mais, la plupart estime toutefois que l'UDMA, plus modérée que le PPA, peut être amenée très prochainement à rendre d'utiles services à la communauté musulmane et à faire adopter un nouveau statut pour l'Algérie garantissant les droits et les libertés du peuple algérien. Quelques mois plus tard, en septembre 1946, la mise en résidence surveillée de Messali Hadj est levée. Cette nouvelle réjouit les (Algériens).

Dès le début du mois d'octobre, alors que s'achève le débat sur la constitution française et la représentation de l'Algérie dans les institutions et dans l'Union française, Messali décide de réunir les anciens dirigeants du PPA en Algérie pour définir l'activité et l'avenir de son mouvement. N'étant pas autorisé à résider à Alger, le chef du PPA s'installe en banlieue à la Bouzareah. Peu après son arrivée, il convoque une conférence nationale des cadres du parti. La conférence décide la création d'une nouvelle organisation : Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD). Ce dernier succède au PPA sans en

modifier l'essence et permet aux militants de sortir de la clandestinité. Après un long et vif débat, les cadres du parti décident, en outre, de rompre avec leur politique abstentionniste.

Dans le but d'établir un plan d'action pour les prochaines élections législatives françaises, Messali Hadj et Ferhat Abbas se rencontrent à plusieurs reprises. Les immigrés espèrent vivement l'union des deux hommes. Il n'en est rien. Le premier demande en fait au second de ne pas présenter de candidats aux élections qui doivent se dérouler en novembre afin de laisser toutes ses chances au nouveau MTLD. Contre toute attente Abbas accepte. Toutefois, il ne va pas jusqu'à conseiller le en vote en faveur de son principal rival. Il prône l'abstention encore que certains membres de son parti appellent en termes à peine voilés à voter pour le PCA.

En réalité, l'arrivée sur la scène électorale du MTLD exacerbe la compétition en Messali et Abbas qui dès lors prend des formes très dures. Les deux hommes s'accusent, entre autres, mutuellement et de façon récurrente, d'être à la solde de l'administration française. La campagne est donc extrêmement rude. Messali veut un plébiscite du séparatisme. Finalement le 10 novembre, avec 45% des suffrages exprimés, le MTLD obtient 153 153 voix sur 464 319 votants pour 1 245 108 inscrits. Il gagne donc 5 sièges tandis que huit élus modérés appartiennent au Rassemblement franco-algérien du Docteur Mohamed Bendjelloul et que les deux autres sièges vont au PCA. En métropole, la déception des sympathisants et militants PPA (le MTLD n'a pas encore d'existence légale sur le territoire métropolitain) devant le relatif échec des listes patronnées par Messali au regard du succès des listes dites « administratives » est grande. Ils accusent l'administration « colonialiste » d'avoir outrageusement faussé le scrutin en exerçant des pressions sur les électeurs, les colons d'avoir apporté leur appui moral et financier aux grands vainqueurs, les amis du Manifeste d'avoir mené une campagne anti-messaliste et d'avoir soutenu les communistes et le PC d'avoir employé toutes les ruses possibles pour faire passer ses propres candidats. Au final, les résultats obtenus lors des élections de 1946 renforcent leur conviction qu'il ne faut plus rien attendre du gouvernement et de l'administration française. Observateurs de ce nouvel état d'esprit, les Renseignements Généraux notent que :

« Les musulmans même illettrés s'intéressent de plus en plus à la vie politique de leur pays d'origine. Les idées nationalistes qui n'étaient l'apanage il y a quelques années encore que de certains fanatiques, sont maintenant extrêmement répandues. Le PPA, en particulier semble connaître un renouveau de succès. Son échec relatif aux dernières élections générales en Algérie qui avait tout d'abord dérouté ses adeptes passe en effet de plus en plus à leurs yeux pour le résultat de manœuvres de l'administration qui ont complètement faussé le sens du scrutin».

Ensuite, dès le mois de janvier 1947, les événements d'Indochine ne manquent pas d'avoir des répercussions profondes sur l'état d'esprit des Algériens résidant en métropole. « La masse musulmane manifeste à l'égard des annamites une sympathie qui n'avait pas eu cours jusqu'à présent ».

En son sein, les immigrés nationalistes comprennent toute la portée qu'aurait un succès complet ou relatif du soulèvement indochinois et souhaitent secrètement l'échec de la politique coloniale française.

Le 14 et le 15 février, un Congrès MTLD se tient dans la clandestinité en Algérie, à la Bouzaréah le 1er jour et à Belcourt le second. Il réunit une soixantaine de cadres ou membres du comité fédéral. Les congressistes entendent deux rapports différents. Le premier, celui de la direction, présenté par le secrétaire général Hocine Lahouel, fait le point sur la situation politique en Algérie, les élections, et les rapports du PPA-MTLD avec les autres partis. Le second, présenté par Aït Ahmed au nom du district de la Kabylie, dresse un bilan sévère de l'action de la direction et met en avant la radicalisation de l'opinion entraînée par la répression. Il propose ensuite de transformer le parti en une « organisation spéciale » paramilitaire, qui se consacrerait à la préparation de la lutte armée en élevant le niveau technique des cadres et des militants. Messali n'a jamais exclu l'option militaire mais, passé par l'école du communisme, il considère que c'est le

parti qui doit diriger la lutte armée une fois que les conditions politiques sont réunies et non pas l'inverse. Selon lui, l'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs et non celles des spécialistes se substituant au peuple en arme. Le compromis intervenu entre les deux tendances au sein du MTLD aboutit finalement à la création d'une centrale syndicale algérienne et d'une organisation paramilitaire, l'Organisation Spéciale (OS), placée sous le contrôle du parti.

Le travail d'éducation politique des Algériens et de propagande pour obtenir l'adhésion de nouveaux membres se poursuit donc en métropole comme en Algérie.

L'UDMA et le PPA-MTLD s'affrontent à nouveau sur un plan idéologique et stratégique au moment de la préparation du vote du statut de l'Algérie par le parlement français en 1947. Tandis que Ferhat Abbas soumet son projet de République algérienne fédérée à la France au vote et choisit de se montrer rassurant avec les Français en notant qu'il s'agit d'abolir « les privilèges de la colonisation sans porter atteinte aux intérêts légitimes de la grande masse des Algériens d'origine européenne », le PPA-MTLD, lui, conteste toute légitimité du parlement pour choisir les institutions en Algérie. Les messalistes, qui dans leur propagande insistent sur le peu d'intérêt de l'opinion publique française, des membres de l'Assemblée Nationale y compris, au sort de l'Algérie, n'hésitent pas, à cette occasion, à attaquer directement le notable, assez « naïf » pour supposer que son projet de constitution, déposé en août 1946 et immédiatement rejeté, puisse bénéficier cette fois-ci du moindre crédit en France. Selon eux, accepter un quelconque compromis avec le gouvernement métropolitain « c'est faire œuvre de complicité avec l'impérialisme français »

Enfin, le 20 septembre, le parlement adopte un nouveau statut pour l'Algérie. La colonie est formée de départements dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière, d'un pouvoir exécutif (le gouverneur général) et d'une assemblée de 120 membres (60 pour chaque collège) ayant une compétence législative et financière limitée. Ce statut qui n'accorde même pas l'égalité entre les musulmans et les Européens est considéré comme un recul et déçoit les deux partis. Ferhat Abbas s'indigne. Il couvre de sarcasmes cette « caricature de statut, ce prétendu conseil de gouvernement qui n'est qu'un conseil de famille où le gouverneur général joue le rôle de grand vizir et le président de l'Assemblée, celui de mandarin ». De son côté le MTLD, conforté dans son idée que la situation ne peut évoluer par la voie parlementaire, se radicalise. L'OS, créée quelques mois plus tôt, est renforcée et les objectifs du parti, rappelés ci-dessous, promptement réaffirmés :

- L'abolition de la domination impérialiste et le rétablissement de la souveraineté du peuple algérien.*
- La constitution d'un Etat national avec tous les attributs de la souveraineté (exercice du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire)*
- L'application stricte des principes de la démocratie exprimés par le mot d'ordre suivant : une constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel et direct par un collège unique sans distinction de race ni de religion.*

*Marion ABSSI ; Le Nationalisme Algérien Et Ses Diverses
Expressions Dans L'immigration En France Métropolitaine
Entre 1945 et 1965. Académie universitaire Wallonie-Europe ,
Université de Liège et Université de Lorraine ,2011-2012 .*